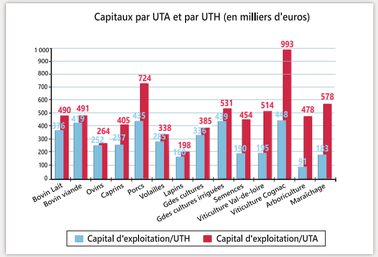
Des niveaux de capitaux qui continuent de progresser

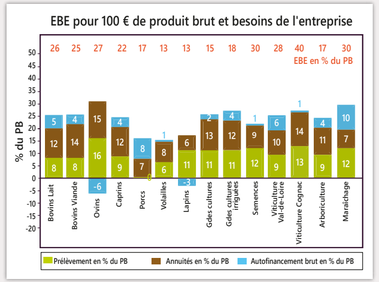
La capitalisation nécessaire par UTA, en moyenne de 493 000 € continue de progresser de 37 000 € en 2024, soit +8 %. Cette augmentation constante pénalise la transmission des entreprises à terme.
On observe également que les activités fortement employeuses de main-d'œuvre (arboriculture, maraîchage, horticulture et dans une moindre mesure viticulture) sont celles qui mobilisent le moins de capitaux par UTH.



Une rentabilité toujours hétérogène

Le ratio EBE pour 100 € de produit brut traduit l'efficacité économique des systèmes, c'est-à-dire sa capacité à dégager du résultat en rapport avec les produits réalisés.

On observe une forte variabilité entre les groupes de ce critère. Les groupes de ruminants se situent entre 22 % et 27 %, les groupes porcs, volailles, lapins entre 13 % et 17 %. En productions végétales, la viticulture, le maraichage et les semences se situent entre 30 % et 40 % alors que le secteur Grandes Cultures chutent lourdement (cours et rendements) aux environ de 17 %.



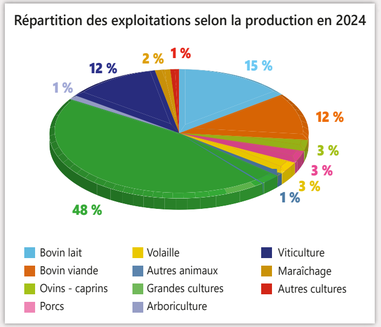
Le graphique **EBE pour 100 € de produit brut** montre également l'utilisation de l'EBE. Cet indicateur de gestion permet de mesurer la richesse produite par l'activité courante de l'entreprise permettant de :

- **rémunérer le travail du chef d'entreprise (prélèvements privés),**
- **financer les actifs (investissements, stock, ...) nécessaires (annuités et autofinancement)**
- **constituer des réserves de sécurité en trésorerie.**

En 2024, l'EBE ne couvre pas les prélèvements et les annuités, pour les productions lapins et ovins. La marge d'autofinancement à l'exploitation est en baisse dans toutes les productions avec un taux oscillant entre 1 % et 10 % ce qui laisse une faible « marge de manœuvre » pour la gestion des risques de l'exploitation de plus en plus présents (climatiques, marchés, financiers et travail).

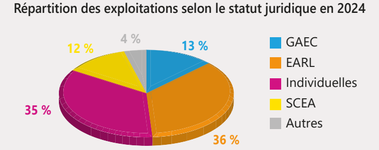
Des productions diversifiées

L'échantillon d'exploitations analysées dans l'étude de groupe 2024 représente la grande diversité des productions animales et végétales présentes sur le territoire des 9 départements étudiés. Les productions animales en représentent 36 %.



Statut juridique

Dans l'échantillon 2024, les exploitations au statut individuel représentent un socle de 36 % (- 2 points), alors que les structures sociétaires sont majoritaires dont 36 % d'EARL et 13 % de GAEC.



Cette plaquette est extraite d'une étude complète de 15 groupes comportant une production dominante. Parallèlement, il possible d'obtenir sur demande des extraits au format électronique (PDF) pour les 14 catégories. Il s'agit d'un **outil de conseils précieux pour analyser la rentabilité des entreprises, construire les études d'installation et étudier des projets de développement et de diversification**.

Cette plaquette est extraite d'une étude complète disponible auprès des organismes réalisateurs :

AS AFAC : 53 impasse Louis Daguerre - ZE Ma Campagne
16000 ANGOULÊME Cedex - Tél. : 05 45 61 90 90
asafac@as-pc.fr - www.as-afac.fr

AS CEFIGA 37 : Maison des Agriculteurs - 9 bis rue Augustin Fresnel 37173 CHAMBRAY-LES-TOURS Cedex
Tél. : 02 47 28 30 02 - cefiga@as-cefiga37.fr - www.as-cefiga37.fr

AS Centre Loire :
• Loir-et-Cher : Maison de l'Agriculture 11-13-15 rue Louis-Joseph Philippe - 41018 BLOIS - Tél. : 02 54 46 22 22
contact@as-centreloire.com - www.as-centreloire.com
• Loiret : 4 chemin de la Tremblée - 45260 Montereau
Tél. 02 85 52 08 94
contact45@as-centreloire.com - www.as-centreloire.com

AS Loire-Atlantique Vendée : La Géraudière
Maison de l'Agriculture - Rue Pierre Adolphe Bobierre
44939 NANTES Cedex 9
Tél. : 02 40 16 36 48 contat@as44-85.fr - www.as44-85.fr

AS Maine-et-Loire : Maison de l'Agriculture
14 Avenue Jean Joxé - 49006 ANGERS Cedex 01
Tél. : 02 85 35 75 00 - contact@as49.fr - www.as49.fr

AS CEFIGA : 9 rue Jean Grémillon - 72013 LE MANS Cedex 2
Tél. : 02 43 43 68 68 - as-cefiga@plus.agri72.com - www.cefiga.fr

AS Deux-Sèvres : Maison de l'Agriculture - Les Ruralies
79231 PRAHECQ Cedex - Tél. : 05 49 77 16 66
as.deux-sevres@as-pc.fr - www.as79.fr

AS NORMANDIE : Maison de l'Agriculture - Avenue de Paris
50009 SAINT-LÔ - Tél. : 02 33 06 48 55
contact@asnormandie.fr - www.asnormandie.fr

CHAMBRES D'AGRICULTURE

CA Pays de la Loire : 9 rue André Brouard - CS 70510
49105 ANGERS Cedex 02 - Tél. 02 41 18 60 00
accueil@pl.chambagri.fr
pays-de-la-loire.chambres-agriculture.fr

CA 16 : ZE Ma Campagne 66 impasse Joseph Niépce
16016 ANGOULEME CEDEX - Tél : 05 45 24 49 49
accueil@charente.chambagri.fr
charente.chambre-agriculture.fr

CA 37 : 38 rue Augustin Fresnel - BP 50139
37171 CHAMBRAY-LES-TOURS Cedex - Tél. : 02 47 48 37 37
accueil@cda37.fr - www.cda37.fr

CA 41 : 11-13-15 rue Louis Joseph Philippe - 41018 BLOIS
Tél. : 02 54 55 20 00 - accueil@loir-et-cher.chambagri.fr
www.loir-et-cher.chambagri.fr

CA 45 : 13 avenue des Droits de l'Homme
45921 ORLÉANS Cedex 9 - Tél. 02 38 71 90 10
accueil@loiret.chambagri.fr
centre-valdeloire.chambres-agriculture.fr

CA 50 : Avenue de Paris - 50009 SAINT-LÔ - Tél : 02 33 06 48 48
accueil@manche.chambagri.fr
manche.chambres-agriculture.fr

CA 79 : Maison de l'Agriculture - Les Ruralies
79231 PRAHECQ Cedex - Tél. : 05 49 77 16 66
www.deux-sevres.chambagri.fr

SOUTENIR L'AGRICULTURE
C'EST CULTIVER L'ÉCONOMIE LOCALE

LE CRÉDIT AGRICOLE ANJOU MAINE TRAVAILLE AVEC L'ENSEMBLE DES ACTEURS LOCAUX POUR SOUTENIR LES AGRICULTEURS DE LA MAYENNE, DU MAINE-ET-LOIRE ET DE LA SARTHE.

ANJOU MAINE

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine, société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit - 414 993 998 RCS Le Mans. Société de courtage d'assurances immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 023 736. Siège social situé 77 avenue Olivier Messiaen, 72083 Le Mans Cedex 9 - Crédit photographique Gettyimages - 06/2024

Références économiques des entreprises agricoles du Grand Ouest

Année 2024

Réalisation : AS Maine et Loire - CE - Edition : juillet 2025

CHAMBRES D'AGRICULTURE

accompagnement stratégie

RÉFÉRENTIEL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER 2024

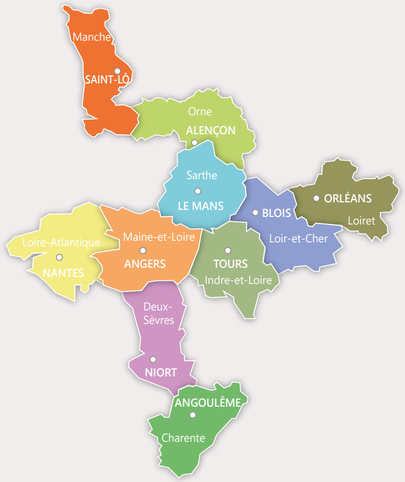
Une analyse par groupe de production pour se situer…

L'étude a été élaborée à partir de la mise en commun des bases de données rassemblant 2 124 exploitations, suivies en comptabilité par les 8 AGC du GIE ENTR'AS du réseau Accompagnement Stratégie : AS-AFAC, AS CEFIGA 37, AS Centre-Loire, AS Loire-Atlantique-Vendée, AS Maine-et-Loire, AS Normandie, AS CEFIGA, AS Deux-Sèvres.
Ce travail, réalisé conjointement avec la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire et les Chambres d'agriculture de 6 départements (16-37-41-45-50-79) a permis l'analyse de l'évolution économique et financière de 14 systèmes de production.

ETUDE DE GROUPE 2024	
Nombre d'entreprises (échantillon)	2 124
Surface agricole utile par UTA en ha	106,8
Nombre d'UTA par entreprise	1,3
Nombre d'UTH par entreprise	1,9
EBE par UTA	63 000 €
Résultat courant par UTA	20 800 €
Capital par UTA	493 000 €

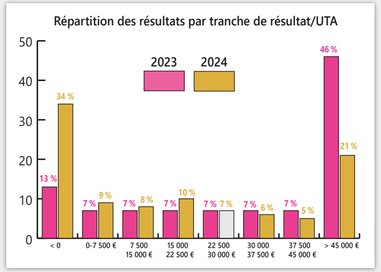
Les exploitations retenues, toutes productions confondues, sont conduites en agriculture conventionnelle sur ce territoire regroupant plusieurs régions du Centre et de l'Ouest. **Elles développent une surface moyenne de 106,80 ha par Unité de Travail Agricole (UTA). La main-d'œuvre totale présente 1,9 UTH par entreprise dont 1,3 UTA (exploitant(e) à temps plein), disposant d'un capital d'exploitation de 493 000 € par UTA.**

L'étude est réalisée à partir de comptabilités d'un exercice de 12 mois, clôturées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2024. Aussi, les résultats prennent en compte les récoltes 2023 et 2024 selon les productions et les exploitations.
Le résultat courant 2024 moyen sur l'ensemble de l'échantillon s'élève à 20 800 € par UTA (divisé par deux par rapport à N-1). Ce résultat moyen présente toujours une grande disparité entre les productions et au sein d'une même production.
Les capitaux engagés par UTA continuent d'augmenter : + 37 000 €/UTA (+8 %).



… 32 % des revenus par UTA supérieurs à 30 000 €

Après les deux années 2022 et 2023 en forte progression, l'année 2024 marque un net recul avec toujours une grande dispersion entre les exploitations.
Les revenus inférieurs à 15 000 € (moins de 1 SMIC net) concernent la moitié des exploitations de l'échantillon alors que 32 % des exploitations dégagent plus de 30 000 € de résultat courant/UTA.



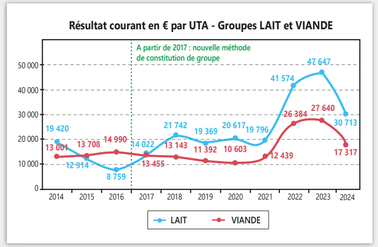
Des évolutions de revenus contrastées selon les productions…

Bovins lait et viande : les revenus reculent

En production bovins lait et bovins viande, les résultats courants reculent. Le revenu des exploitants reste supérieur au SMIC dans le groupe viande bovine grâce aux prix observés, notamment sur le dernier trimestre 2024. Les coûts de production et les produits annexes liés aux cultures de vente ont impacté négativement le résultat.

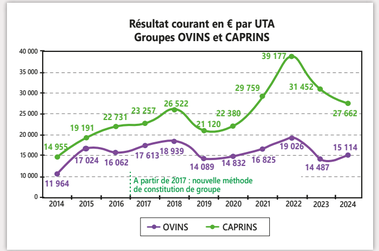
On observe le même phénomène sur la marge brute en élevage bovin lait. L'EBE régresse sous l'effet d'une augmentation des charges de structures (cotisations sociales, fermages, frais de mécanisation …).

Les perspectives 2025 sont bonnes, compte tenu de la bonne tenue des prix de ventes et d'un printemps plus favorable aux cultures. Reste l'inconnu lié à l'effet des canicules successives et de la sécheresse dans une partie du territoire sur le début d'été 2025.



Caprins et ovins : des revenus en diminution en caprins, stables en ovin

En production caprine, le résultat courant par UTA poursuit sa baisse malgré une augmentation de l'EBE. Les fondamentaux de la production reste bons avec un prix en hausse et une stabilité des charges proportionnelle.



La baisse du résultat courant s'explique principalement par une hausse des charges de structures.

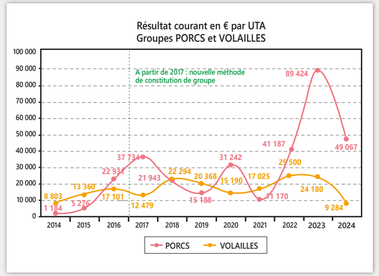
Les perspectives 2025 sont bonnes sur le plan de la valorisation. Toutefois, il y a des inquiétudes sur l'impact de la FCO sur la production de lait.

En production viande ovine, le résultat courant progresse très légèrement à 15 114 €. Les prix rémunérateurs de 2024 ont été contrebalancés par une augmentation des charges et du coût de production lié aux difficultés de pâturage engendré par les excès de pluviométrie sur l'année. Les prix se sont tenus en ce début 2025, ce qui laisse entrevoir des perspectives correctes pour l'année 2025.

Élevages spécialisés : des revenus en recul en porcs et volailles

En production porcine, le résultat courant par UTA connait un repli à 49 000 €. Il s'explique par une diminution de l'EBE sous l'effet de l'augmentation des charges de structures. Malgré cette diminution, les exploitations porcines dégagent des capacités d'autofinancement permettant la constitution de réserve financière.

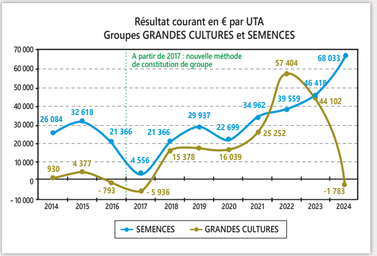
En aviculture, on observe une dégradation importante du résultat courant moyen par UTA, à 9 300 €. Les épisodes de grippe aviaire ont eu un impact moindre. Par contre, la tendance de la consommation sur 2024 a entraîné une baisse de la production en volaille label fortement représenté dans nos territoires. Les perspectives 2025 sont meilleures avec une demande qui est repartie à la hausse et un impact du prix des intrants en diminution suite à la diminution des prix de vente des céréales sur 2024.



Grandes cultures et semences : chute des résultats et maintien d'une bonne rentabilité en semences

En grandes cultures, le résultat courant 2024 chute de 46 000 € et devient négatif de – 1 783 €/UTA. Les résultats 2024 reflètent une année compliquée tant sur le plan climatique que sur le plan commercial avec une dégradation des cours. Ces deux éléments conjugués génèrent une diminution du produit brut de 291 € /ha. Les charges opérationnelles sont contenues avec une baisse du poste engrais. Quant aux charges de structure, on ne constate pas de baisse significative et un poste mécanisation important représentant plus de 500 € /ha. Cette situation génère une CAF négative de 18 000 € /UTA. Les perspectives 2025 s'annoncent correctes pour les cultures d'automne mais la sécheresse précoce du mois de juin pourrait pénaliser les cultures de printemps.

Les productions de semences avec un résultat courant 2024 en hausse de 50 % atteignent 68 033 € par UTA. La hausse de la production à largement compensée la hausse des charges qui oscillent entre 5 et 30 % en fonction des productions. Malgré une légère baisse de la surface en maïs semences, la sole semencière s'est développée en 2024 avec une pluviométrie favorable et peu de restriction à l'accès à l'eau. Ces résultats encourageants pourront se confirmer grâce à un renforcement de l'accès à l'irrigation et à des relations contractuelles de confiance avec les établissements semenciers.

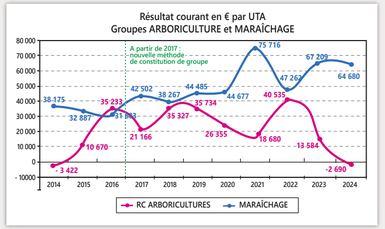


Maraîchage et arboriculture : de bons résultats en maraîchage, en forte baisse en arboriculture

En maraîchage, le résultat courant moyen se fixe à 64 680 € (- 4 %). Ce groupe maintien un bon niveau de rentabilité permettant l'autofinancement d'une grande partie des investissements à hauteur de 70 %.
Ces productions sont fortement tributaires de la météo et très dépendantes de la gestion de la main d'oeuvre salariée avec les difficultés rencontrées pour le recrutement d'occasionnels. La météo 2024 avec moins d'ensoleillement et une forte pluviométrie laisse entrevoir des résultats 2025 à la baisse.

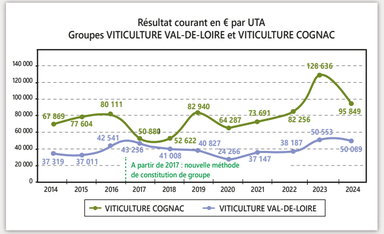
En arboriculture, le résultat régresse pour la seconde année. Il est déficitaire à hauteur de 2 690 € / UTA.

Attention toutefois à la taille de l'échantillon.
Avec une récolte 2023 en progression, les stocks en pommes sont aux plus hauts avec de fortes disparités entre les variétés et une pression sur les prix combinée à une hausse des charges opérationnelles et de main d'oeuvre. Le contexte semble plus favorable pour la récolte 2024. Le marché de la poire se porte bien avec une diminution des stocks et des prix moyens au-dessus de la moyenne quinquennale.



Viticulture : des résultats stables en Val de Loire et en forte baisse en Cognac

Les résultats représentent majoritairement la campagne culturale 2023-2024 avec les ventes de la récolte 2022.

En viticulture Val de Loire, le résultat courant 2024 de 50 089 € par UTA est stable malgré les aléas climatiques 2023 et 2024 (gel, excès de pluie générant une pression mildiou précoce). Les investissements sont repartis à la hausse pour renouveler l'outil de production. A contrario, les prélèvements ont diminué de 31 %. La baisse de la récolte 2024 ne se répercute pas sur les prix de vente qui sont influencés par la déconsommation. Le défi demeure en la maitrise du coût de production et la reconquête de la clientèle.

En viticulture Cognac, le résultat courant 2024 de 95 849 € par UTA chute de 26 %. Après une récolte 2023 exceptionnelle, la récolte 2024 se situe dans la moyenne. Cette baisse de rendement cumulée à la hausse des charges traduit la baisse des résultats. Les conditions climatiques hétérogènes sur l'année (excès d'eau, période de sécheresse) ont défavorisé la récolte 2024. Le contexte géopolitique et économique engendre une baisse des marchés.